

Règlement de la consultation

Numéro de la consultation : 24A0114

Objet du marché : Formation pour les personnes sous-main de justice
2025 -2028

Procédure de passation : Procédure adaptée ouverte avec publicité et avec négociation

Date et heures limites de réception des offres : **10/06/2024 12:00 CET** - délai de rigueur

Adresse du pouvoir adjudicateur (acheteur)	Contact service chargé de la passation
Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes Lyon Direction des Achats 101 cours Charlemagne CS 20033 69269 Lyon Cedex 2	formation.achats@auvergnerhonealpes.fr

VOUS SOUHAITEZ CANDIDATER À UN MARCHÉ PUBLIC DE LA RÉGION ?

La Région
Auvergne-Rhône-Alpes



Chloé vous accompagne du lundi au vendredi de 9h à 17h

contactmarche@auvergnerhonealpes.fr ou **04 26 73 37 00**

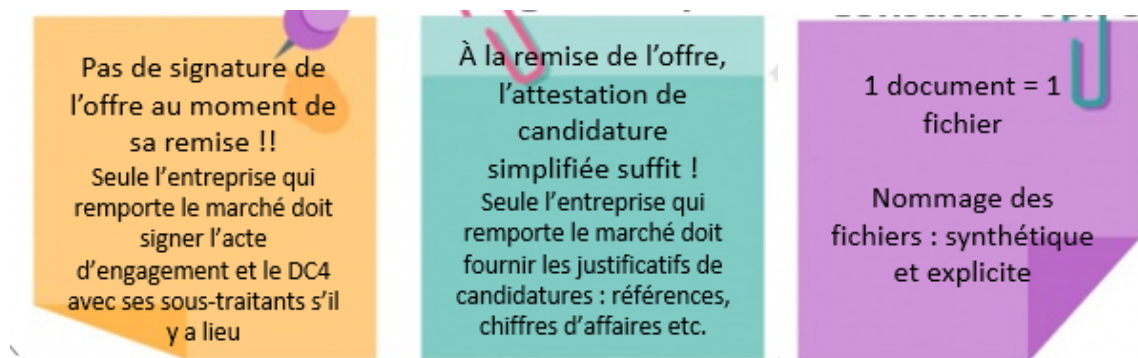
www.auvergnerhonealpes.fr/175-marches-publics-de-la-region.htm



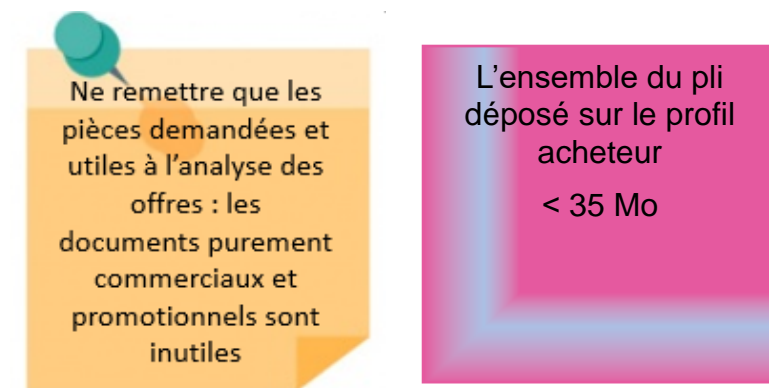
BIEN DEMARRER SUR LE PROFIL ACHETEUR



LA REGION SIMPLIFIE LES MARCHES PUBLIC



CONSTITUER SON OFFRE EFFICACEMENT





La signature électronique n'est pas requise au moment du dépôt de votre offre, mais elle le sera ultérieurement pour l'entreprise retenue.

Sommaire

Table des matières

1. Objet et étendue de la consultation	5
1.1. Objet de la consultation	5
1.2. Forme et durée du marché	5
1.2.1. Allotissement	6
1.2.2. Modalités d'attribution	6
1.3. Forme de la candidature et des groupements.....	7
2. Conditions de la consultation.....	7
2.1. Retrait du dossier de consultation.....	7
2.2. Contenu du dossier de consultation.....	8
2.3. Visite des sites	9
2.4. Modification du dossier de consultation	10
2.5. Renseignements complémentaires.....	10
3. Présentation des candidatures et des offres.....	10
3.1. Contenu de l'enveloppe à remettre par le candidat.....	10
Eléments relatifs à la candidature.....	10
Pièces à remettre en cas de co-traitance et de sous-traitance	12
3.1.1. Éléments relatifs à l'offre de base : aucun document n'a besoin d'être signé lors de la remise.....	13
3.2. Éléments relatifs aux variantes.....	14
3.3. Pièces devant être remises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché	14
3.3.1. Acte d'engagement et DC4 signés électroniquement.....	14
3.3.2. Annexe relative aux connaissances antérieures du titulaire	14
3.4. Justificatifs articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique.....	14
Pièces à déposer ou mettre à jour.....	15
Pièces obtenues de manière automatique sur le site.....	15
4. Jugement des candidatures et des offres	16
4.1. Jugement des candidatures.....	16
4.2. Jugement des offres	16
4.2.1. Négociation.....	16
4.2.2. Modalités d'analyse des offres	17
5. Envoi des dossiers	18

5.1. Date limite de réception des offres dématérialisées.....	18
5.2. Modalités d'envoi des dossiers : profil acheteur.....	18
6. Voies et délais de recours	18

1. Objet et étendue de la consultation

1.1. Objet de la consultation

La consultation a pour objet l'achat de formations collectives dans les établissements pénitentiaires d'Auvergne-Rhône-Alpes ayant pour objectif l'insertion ou la réinsertion professionnelle des personnes placées sous-main de justice incarcérées

Lieu d'exécution : Région Auvergne-Rhône-Alpes

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description	Code suppl. 1	Code suppl. 2	Code suppl. 3
80530000-8	Services de formation professionnelle			

1.2. Forme et durée du marché

Forme de marché	Accord cadre
Type de l'accord-cadre	A bons de commande
Mode d'exécution du contrat	A bons de commande

Type de prix	Unitaire
Forme de prix	Prix révisable

Durée initiale du contrat	12 mois
Date de commencement d'exécution : date indiquée dans l'ordre de service (OS)	
Reconductible	Oui
Nombre de reconductions possibles	3
Durée de chaque reconduction identique	12
Durée de chaque reconduction	
Type de reconduction	En cas de non-reconduction envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date anniversaire de la notification du marché. .
Durée maximale du contrat	48

1.2.1. Allotissement

Le marché est alloti en 20 lots techniques et géographiques. Ces derniers sont définis dans l'annexe 1 du CCP.

Les quantités (heures/formateurs) maximum commandables et estimatives de chacun des lots sont définis dans l'annexe 1 du présent CCP

La liste des lots et leurs spécifications figurent en annexe 1 et en annexe 1 bis du Cahier des Clauses Particulières (CCP).

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre à bons de commande à attribution mono-attributaire.

1.2.2. Modalités d'attribution

Lot unique

Marché multi-attributaire	Non
Nombre minimum d'attributaires	
Nombre maximum d'attributaires	
En cas d'accord-cadre mixte	

1.3. Forme de la candidature et des groupements



Le candidat doit être un établissement principal (siège) et en aucun cas un établissement secondaire. Cela signifie que le marché sera signé par l'entité « siège » de l'entreprise et que la prestation prévue par le marché peut malgré tout être exécutée par un établissement secondaire du siège contractant.

Le candidat peut se présenter seul ou en groupement. Le candidat peut faire partie de plusieurs groupements mais ne peut être mandataire que d'un seul. Le marché sera notifié au seul mandataire, qui représente l'ensemble des membres du groupement.

En cas de groupement et afin de garantir la continuité de l'offre de formation et de prévenir la rupture des parcours de formation en cours de réalisation, l'exécution du contrat rend obligatoire la formation d'un groupement solidaire.

2. Conditions de la consultation

L'unité monétaire est l'euro.

Les offres ont une durée de validité de 10 mois à compter de la date limite de remise des offres.

En cas de demande de prolongation du délai de validité des offres, cette demande sera formulée auprès de l'ensemble des opérateurs économiques ayant remis une offre. En cas de refus de prolongation du délai de validité des offres par une entreprise, son offre sera écartée mais les offres des autres entreprises ayant accepté la prolongation seront conservées. La procédure se poursuivra avec les entreprises ayant accepté la prolongation du délai de validité des offres.

2.1. Retrait du dossier de consultation

Le retrait des dossiers s'effectuera uniquement à l'adresse suivante :

<https://sam.auvergnerhonealpes.fr>

La Région met à disposition des candidats une aide technique sur la plateforme SAM – rubrique « Aide » (cf. [Annexe 1– Recommandations techniques pour accéder à SAM](#)).

L'identification sur la plateforme SAM conduit à identifier l'établissement de la structure souhaitant retirer le DCE, auquel la plateforme délivre un compte de connexion (identifiant et mot de passe) adressé par courrier à un administrateur de compte pour cet établissement. Ce compte de connexion permet l'accès et l'authentification à SAM ainsi qu'aux autres applications du système d'information régional.

Par défaut, c'est l'administrateur du compte de l'établissement qui sera identifié sur la plateforme et recevra les modifications et précisions apportées aux documents de la consultation. Mais cet administrateur de compte dispose des droits nécessaires pour créer aux utilisateurs de son choix des comptes utilisateurs individuels. Ces utilisateurs obtiennent alors un compte de connexion personnel qui leur permet également d'accéder à la plateforme SAM, d'être authentifié, de retirer le DCE, et de recevoir des mêmes informations éventuelles de modification et précision apportées aux documents de la consultation.

Une attention particulière devra donc être portée à la saisie de votre adresse électronique (cf. [Annexe 2 – S'identifier dans le SI Formation continue](#)).

2.2. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation à télécharger sur la plateforme SAM par les candidats comporte :

Le présent règlement de consultation et ses 6 annexes :

- Annexe 1 : Recommandations techniques pour accéder à SAM
- Annexe 2 : S'identifier dans le SI formation continue
- Annexe 3 : Certificat de signature électronique
- Annexe 4 : Mémo SAM
- Annexe 5 : FAQ Utilisation de SAM
- Annexe 6 : Guide pour remplir la fiche formation sous SAM

Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses 16 annexes :

- Annexe 1 : Allotissement
- Annexe 1 bis : Liste de présentation des plans locaux de formation
- Annexe 1 ter : Budgets d'appoint par lots
- Annexe 2 : Mentions minimales devant figurer dans les contrats individuels de formation
- Annexe 2 bis : Annexe au Contrat Individuel de Formation portant sur les droits et les devoirs d'un stagiaire
- Annexe 3 : Modèle de feuille d'émargements en centre
- Annexe 3 bis : Modèle de feuille d'émargements en entreprise
- Annexe 4 : Informations concernant l'attestation de fin de formation et l'attestation d'acquis de compétences
- Annexe 5 : Convention de partenariat entre la Région et la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de LYON
- Annexe 6 : Questionnaire individuel de satisfaction des stagiaires
- Annexe 7 : Convention de formation professionnelle tripartite Etablissement pénitentiaire, organisme de formation, stagiaire
- Annexe 8 : Mentions minimales obligatoires à faire figurer dans les conventions de stage
- Annexe 9 : Le guide de l'intervenant en milieu pénitentiaire
- Annexe 10 : Modèle de déclaration sur l'honneur (Qualiopi)
- Annexe 11 : Connaissances antérieures de l'Acheteur
- Annexe 12 : Connaissances antérieures du Titulaire

Annexes (sous format Excel) au cadre de réponse technique (à compléter sur SAM) :

- Annexe 1 : Moyens humains
- Annexe 2 : Moyens matériels détaillés
- Annexe 3 : Décomposition tarifaire heure formateur.

Il appartient aux candidats de vérifier la composition de leur dossier. Aucune réclamation ou prorogation de délai ne peut être recevable à la suite du retrait d'un dossier incomplet.

2.3. Visite des sites

Une visite du ou des sites est conseillée.

Elles auront lieu aux dates suivantes :

	Lundi 13 mai 2024	Mardi 14 mai 2024	Mercredi 15 mai 2024	Jeudi 16 mai 2024	Vendredi 17 mai 2024
Matin	CP Villefranche- sur-Saône MA Le Puy en Velay (9H à 11H) MA Privas CP Valence CP Moulins Yzeure (8H30 à 12 H)	CP Chambéry CP Moulins Yzeure (8H30 à 12 H) CP Aiton	CP Saint- Quentin-Fallavier CP Valence CP Moulins Yzeure (8H30 à 12 H) CP Riom CP Aiton CD Roanne	MA Le Puy en Velay (9H à 11H) MA Bonneville CP Chambéry CP Saint- Quentin-Fallavier CP Aiton	MA Le Puy en Velay (9H à 11H) CP Chambéry CP Valence MA Aurillac CP Moulins Yzeure (8H30 à 12 H) CD Roanne
Après- midi	CP Bourg en Bresse CP Valence MA Aurillac CP Saint-Etienne La Talaudière CP Grenoble Varces CP Moulins Yzeure (13H30 à 16 H) CP Riom	CP Chambéry MA Lyon Corbas CP Moulins Yzeure (13H30 à 16 H)	CP Bourg en Bresse CP Saint- Quentin-Fallavier CP Valence CP Moulins Yzeure (Atelier Bois) de 13H30 à 16 H CP Riom CD Roanne	CP Bourg en Bresse CP Chambéry CP Saint- Quentin-Fallavier CP Saint-Etienne La Talaudière MA Lyon Corbas	CP Valence MA Aurillac CP Saint-Etienne La Talaudière CP Moulins Yzeure (13H30 à 16 H) CD Roanne

Afin d'organiser cette visite, il convient d'envoyer un courriel aux adresses suivantes : jean-baptiste.hun@justice.fr - ash-mawombe.djoni@justice.fr - elisa.multon@justice.fr pour le **lundi 29 avril 2024, 16 H**, au plus tard, avec copie recto-verso d'une pièce d'identité du ou des participants.

Le courriel précisera le nom et prénom du ou des participants, leur qualité, le nom de l'organisme de formation, la date et l'établissement concernés.

Il est demandé de limiter le nombre de participants à 2 par organisme de formation candidat.

La Direction Interrégionale des Services Pénitentiaire informera par retour de courriel l'heure à laquelle il faudra se présenter sur le site et les consignes à respecter. Les participants devront se munir impérativement de leur carte nationale d'identité.

Ces visites ne sont pas obligatoires pour candidater aux marchés.

2.4. Modification du dossier de consultation

L'acheteur peut apporter des modifications au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres ; les candidats devront répondre sur la base du dossier ainsi modifié sans pouvoir élever de réclamation.

2.5. Renseignements complémentaires

Les candidats peuvent demander des renseignements techniques et administratifs complémentaires via le profil acheteur : <https://marchespublics.auvergnehonealpes.eu>.

Date limite de réception des questions	31/05/2024 12h00
Date limite d'envoi des réponses aux questions	04/06/2024 12h00

3. Présentation des candidatures et des offres

Les offres sont rédigées en langue française. Si le candidat étranger produit un document émanant d'une administration de son pays d'origine, ce document devra être accompagné de la traduction en langue française.

3.1. Contenu de l'enveloppe à remettre par le candidat

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation du système électronique ou de l'espace de stockage numérique mettant à disposition les pièces et que l'accès à ceux-ci soit d'accès gratuit pour l'acheteur.

Éléments relatifs à la candidature

Objet	Document utilisé pour justifier l'exigence – Niveau minimal exigé, le cas échéant
Identification du candidat, cotraitance le cas échéant et déclaration de non-interdiction à soumissionner	Cerfa DC1 à renseigner via SAM
<i>Pour prouver sa capacité juridique et financière</i>	
Déclarations appropriées de banques pour les sociétés nouvellement créées	A déposer sur la plateforme SAM
La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire (seules les candidatures des entreprises habilitées par un jugement du tribunal de commerce à poursuivre leurs activités pendant la totalité de la période d'exécution du marché seront admises)	A déposer sur la plateforme SAM
Chiffres d'affaires et situation juridique	Cerfa DC2 à renseigner via SAM

particulière	
Assurance responsabilité civile	A déposer sur la plateforme SAM
<i>Pour prouver sa capacité technique et professionnelles</i>	
Les capacités techniques et professionnelles (effectifs, moyens matériels, références)	Documents renseignés via la plateforme SAM
Certificat Qualiopi,	A déposer sur la plateforme SAM
Attestation sur l'honneur Qualiopi	Attestation à déposer sur la plateforme SAM le cas échéant
Pour les sites de formations renseignés dans l'offre mais n'apparaissant pas dans les certificats Qualiopi, merci de nous fournir une attestation sur l'honneur attestant que les sites n'accueillent pas du personnel de manière permanente.	A déposer sur la plateforme SAM

En cas d'appui d'une filiale ou d'une maison mère :

Les capacités d'entreprises, membres du même groupe que le candidat, ne pourront être prises en considération que dans l'hypothèse où le candidat apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché (attestation sur l'honneur fournie par la société qui met les moyens à disposition).

En cas de recours à l'intérim :

Le candidat ne peut se prévaloir des moyens que lui fournira ultérieurement une agence d'intérim pour répondre aux capacités minimales exigées que dans l'hypothèse où il pourra en apporter la preuve (attestation de l'agence d'intérim qu'elle sera bien en mesure d'apporter au candidat, en temps utile, les moyens en personnel requis par l'exécution du marché). A défaut de cette attestation, ce sont ses seuls moyens qui seront pris en compte.

Pièces à remettre en cas de co-traitance et de sous-traitance

Si le candidat a besoin d'autres opérateurs économiques (sous-traitants, cotraitants, etc.) pour remplir les capacités professionnelles, techniques et financières définies ci-avant, il peut demander que soient également prises en compte leurs capacités.

Document à fournir	Co-traitant	Sous-traitant
DC2 à renseigner via SAM	X	X
Les capacités techniques et professionnelles (effectifs, moyens matériels, références)	X	X
Certificat Qualiopi	X	
Attestation sur l'honneur Qualiopi (le cas échéant)	X	
Assurance responsabilité civile	X	X
DC4 à renseigner via SAM		X
Annexe au DC4 relative à la durée du contrat de sous-traitance (à déposer sur SAM)		X

3.1.1. Éléments relatifs à l'offre de base : aucun document n'a besoin d'être signé lors de la remise

Éléments relatifs à l'offre qui doivent être remis :

Les éléments	Modalités de remise	Observations et point de vigilance
Acte d'engagement (AE)	Renseigné dans la plateforme SAM	Ce document ne sera signé que lors de l'attribution et uniquement par les titulaires pressentis. Pour les candidats qui le souhaiteraient, une applet de signature est à leur disposition directement dans SAM
DC4 (le cas échéant)	Renseigné dans la plateforme SAM	Ce document ne sera signé que lors de l'attribution et uniquement par les titulaires pressentis. Pour les candidats qui le souhaiteraient, une applet de signature est à leur disposition directement dans SAM
Annexe DC4	A déposer sur la plateforme SAM	Ce document est à déposer si vous remplissez un DC4. Il indique la durée du contrat de sous-traitance.
Bordereau de prix unitaire	Généré automatiquement sur la plateforme SAM	
Mémoire technique comprenant : - Le formulaire « caractéristiques techniques » - La fiche formation	Renseignés dans la plateforme SAM	
Le tableau Moyens humains + Curriculum Vitae (format ZIP incluant le fichier Excel Moyens humains + les CV des personnes : formateurs, coordinateurs...)	Déposé dans la plateforme SAM	
Le tableau Moyens matériels détaillés (format Excel)	Déposé dans la plateforme SAM	
La décomposition tarifaire format Excel	Déposée dans la plateforme SAM	Toute modification de la structure du fichier « Décomposition tarifaire du coût horaire formateur » entraînera l'irrégularité de l'offre. Merci de conserver la forme initiale du fichier fourni au DCE et de ne remplir que les cases surlignées en jaunes (ne jamais modifier)

3.2. Éléments relatifs aux variantes

Les variantes ne sont pas autorisées

3.3. Pièces devant être remises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché

3.3.1. Acte d'engagement et DC4 signés électroniquement

Acte d'engagement daté et signé (par le candidat unique, par chaque membre du groupement ou par le mandataire accompagné des pouvoirs des co-traitants)

DC4 en cas de sous-traitance signé par le titulaire et le sous-traitant

3.3.2. Annexe relative aux connaissances antérieures du titulaire

Annexe 12 au CCP relative aux connaissances antérieures du titulaire, modèle Région dument complété

3.4. Justificatifs articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique

L'entreprise pressentie attributaire peut déposer sur le site <https://www.e-attestations.com/fr/> gratuitement mis à sa disposition par l'acheteur ou sur SAM les justificatifs ci-dessous mentionnés.

Les candidats étrangers doivent fournir des documents justificatifs équivalents traduits en français. En cas de cotraitance, ces documents doivent être remis par chaque membre du groupement. Dans l'hypothèse où l'entreprise ne fournirait pas ces documents dans le délai imparti, son offre sera rejetée sans possibilité de régularisation.

En cas de co-traitance ou de sous-traitance, chaque entreprise devra remettre les justificatifs attendus sur son propre compte e-attestations ou sur SAM.

Pièces à déposer ou mettre à jour

Dans le cas d'emploi de travailleurs étrangers, la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L5221-2 du Code du Travail. Cette liste précise pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type de numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (article D8254-2). En cas de recours à la sous-traitance, le sous-traitant devra également fournir cette liste.

Le cas échéant, les autres justificatifs sociaux en cours de validité délivrés par les organismes concernés (CIPAV ...)

Le cas échéant, en cas de détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants :

Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du code du travail ;

Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Attestation sur l'honneur, afin de justifier que vous ne rentrez pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 et L. 2141-4 du code de la commande publique,

La copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire, le cas échéant

Un RIB/IBAN du compte sur lequel vous souhaitez que les paiements soient effectués

Un document signé relatif aux pouvoirs (délégation expresse) de la personne habilitée à engager la société si le signataire de l'acte d'engagement n'est pas le mandataire social désigné par la loi.

En cas de cotraitance, joindre les pouvoirs de tous les co-traitants, le cas échéant

Pièces obtenues de manière automatique sur le site

Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale (attestation de vigilance), datant de moins de 6 mois, y compris mention attestant de la régularité de la situation au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés

Les justificatifs fiscaux en cours de validité délivrés par les organismes concernés.

Lorsque l'immatriculation au registre du commerce ou des sociétés est obligatoire ou s'il s'agit d'une profession réglementée : le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE permettant d'accéder à l'extrait K ou K bis datant de moins de 6 mois ou équivalent (tel qu'une carte d'identification, un devis ou un document publicitaire mentionnant le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation).

4. Jugement des candidatures et des offres

4.1. Jugement des candidatures

Si l'acheteur constate que des pièces relatives à la candidature, dont la production était réclamée, sont absentes ou incomplètes, le candidat pourra être invité à compléter son dossier dans un délai approprié. Si passé ce délai le dossier n'est pas complet, la candidature sera déclarée irrecevable et sera éliminée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'analyser uniquement les candidatures des pressentis attributaires lorsque l'analyse des offres intervient avant l'analyse des candidatures, conformément aux dispositions en vigueur du Code de la commande publique.

4.2. Jugement des offres

4.2.1. Négociation

L'acheteur se réserve la possibilité de négocier.

Si l'acheteur décide de ne pas négocier, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Si l'acheteur décide de négocier, les offres inappropriées sont éliminées. Les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables au cours de la négociation, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. La négociation se déroulera avec maximum 3 offres, celles qui sont le mieux classées après analyse et dont la notation globale aura un écart maximum de 15 points par rapport à l'offre la mieux classée. Une offre ayant obtenue une note inférieure à 50/100 ne sera pas admise à la négociation.

La négociation se fera sous la forme d'une ou de plusieurs rencontres physiques, ou par le biais d'échanges téléphoniques (confirmés par écrit), ou par écrit via le profil acheteur. Elle portera sur le prix et les caractéristiques techniques des offres

Lorsque la négociation a pris fin, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

Toutefois, les offres finales remises à l'issues de la négociation et qui seraient irrégulières (et pas anormalement basses) peuvent faire l'objet d'une régularisation.

Les offres finales ne feront pas l'objet d'une négociation.

4.2.2. Modalités d'analyse des offres

Les offres de chaque lot seront jugées selon les critères suivants.

Critère d'analyse	Pourcentage
Note globale	100
Valeur technique Elle sera analysée sur la base du cadre de réponse technique rempli par le candidat sur SAM et des annexes déposées sur cette même plateforme	70%
<u>Critère 1 : Organisation des formations</u> Le candidat veillera à détailler : la pertinence et la qualité des modules de formation, la démarche d'apprentissage et les outils pédagogiques ainsi que l'accompagnement des stagiaires vers l'emploi tout au long du parcours	32 %
<u>Critère 2 : Partenariats</u> Le candidat veillera à détailler : la mobilisation de son réseau d'entreprise ainsi que les partenariats avec les acteurs impliqués dans le parcours de réinsertion sociale et professionnelle de la personne	22%
<u>Critère 3 : Ressource humaines</u> Le candidat veillera à détailler les qualités des ressources humaines et la qualité de l'organisation fonctionnelle	16%
Critère prix Offre du candidat = prix de l'heure formateur TTC renseigné dans SAM	30%

Précisions sur le Prix

Seul le prix de l'heure formateur TTC sera évalué.

Les notes des différents candidats seront attribuées en fonction de l'offre du moins disant. Celui-ci obtiendra la note maximale sur le critère prix. La note des autres candidats sera déterminée par application de la formule suivante :

$$\frac{\text{Offre la moins disante} \times 30}{\text{Offre du candidat}}$$

En cas d'égalité entre plusieurs candidats, le candidat retenu sera celui qui aura obtenu la meilleure note au critère le plus fortement pondéré.

• Précision en matière de TVA : En cas de livraison intracommunautaire, un candidat étranger non redevable de la TVA n'est pas tenu de chiffrer son offre avec la TVA française.

- Si le candidat ne complète pas son offre financière avec le taux de TVA qui devra être acquittée par l'acheteur, celui-ci effectuera néanmoins l'analyse de son offre en appliquant cette TVA afin de garantir le principe d'égalité de traitement et informera le candidat via une demande de précision.
- Si le candidat établi hors de France devient attributaire, seul le montant HT du marché sera mentionné dans l'acte d'engagement.

5. Envoi des dossiers

5.1. Date limite de réception des offres dématérialisées

La date limite de réception des offres est fixée en page de garde du présent document.

5.2. Modalités d'envoi des dossiers : profil acheteur

Le candidat doit utiliser obligatoirement la plateforme de dématérialisation SAM pour le dépôt de son dossier :

<https://sam.auvergnerhonealpes.fr>

Le candidat doit disposer d'un certificat électronique de classe III (cf. annexe 3 – Acquisition certificat signature électronique)

Aucun pli papier ne sera accepté.

6. Voies et délais de recours

La juridiction compétente est le Tribunal Administratif de LYON – 184, rue Duguesclin – 69003 LYON.

1. **Référé précontractuel** : avant la signature du marché (article L.551-1 du code de justice administrative).
2. **Référé suspension** : avant la signature du marché (article L.521-1 du code de justice administrative).
3. **Référé contractuel** : après la signature du marché (article L.551-13 du code de justice administrative).
4. **Recours en contestation de la validité du contrat** dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis de publicité de la conclusion du contrat. Cet avis prendra la forme d'un avis d'attribution et sera publié sur le site Internet de l'acheteur et le cas échéant sur les mêmes supports que l'avis d'appel public à la concurrence.
5. **Recours pour excès de pouvoir** contre la déclaration de sans suite dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision au candidat.

Pour plus d'informations, s'adresser au greffe du Tribunal Administratif de LYON.